



Monsieur Fernand Etgen
Président de la Chambre des
Députés

Luxembourg, le 20 novembre 2019

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 83 du Règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une question parlementaire à Madame le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure concernant la traite des êtres humains.

Dans son deuxième rapport sur la traite des êtres humains au Luxembourg (2017-2018), la Commission consultative des Droits de l'Homme (CCDH) note que toutes les formes de traite ne reçoivent pas la même attention. A cet égard, il renvoie à sa recommandation de 2017 « de lutter efficacement contre les réseaux d'exploitation des mendiants, par une augmentation des ressources des forces de l'ordre, une approche multidisciplinaire impliquant une collaboration entre les services en charge de la lutte contre la traite des êtres humains et ceux luttant contre la criminalité organisée, ainsi qu'une coopération accrue avec les pays voisins. »

Il cite également le plan d'action 2016 du gouvernement : « Une vigilance particulière doit être apportée à la traite aux fins de mendicité forcée, notamment des personnes d'origine rom qui seraient emmenées depuis les pays limitrophes vers le Luxembourg pendant la journée. »

La CCDH dit ne pas disposer d'informations qui permettraient de montrer que cette vigilance se serait traduite dans les faits.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame et Monsieur les Ministres :

- Madame et Monsieur les Ministres partagent-ils les observations de la CCDH, telles que développées ci-dessus ?
- A quel niveau le gouvernement a-t-il été actif pour lutter efficacement contre les réseaux d'exploitation des mendiants ?
- Comment s'est traduite dans les faits la vigilance particulière à apporter à la traite aux fins de mendicité forcée, notamment des personnes d'origine rom emmenées au Luxembourg depuis les pays limitrophes ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.

Laurent Mosar
Député